

## Tribune de RSHD

### Les droites dans le Doubs : examen de conscience

« Il faut avoir des ennemis ».

Nietzsche

Qui ne se souvient de la visite du président de la République, récemment élu, au député-maire de Vesoul ? Elle avait été saluée par une curieuse initiative, à vrai dire bien politicienne : la publication, en pleine page d'une feuille locale, d'un placard signé des principaux élus locaux d'opposition.

C'était de bonne guerre, mais c'était surtout accablant pour la ou les droites de la région, tant prévalait le sentiment d'une omnipotence reconnue de la gauche : présidence de la Région, trois Conseils généraux sur quatre, le quatrième au bénéfice du doyen d'âge, les villes de la vallée du Doubs, sans parler de l'agglomération de Besançon et du Pays de Montbéliard. Le Doubs, département-leader dans cette région sans unité, menacée de désintégration par le rattachement, conforme à l'histoire, de Belfort au Haut- Rhin, souhaitée par un député local, n'échappe pas à cette destinée manifeste, avec deux sénateurs sur trois, de gauche, un député de gauche sur cinq, face à quatre députés de droite qui n'ont pas de temps à perdre, pour trois d'entre eux, à tout le moins, le Conseil général, de gauche après 90 ans de balancier à droite, Besançon à gauche depuis 60 ans, Montbéliard revenu dans le giron de gauche, Baume-les-Dames, à la tradition Méry. Enfin, l'inventaire ne gagne rien à l'exhaustivité...

### Au commencement, l'anémie du tissu productif...

La seule question est celle des causes et des voies et moyens de la translation à gauche du Doubs. On l'a deviné : c'est d'une autopsie qu'il s'agit. Son premier enseignement, le plus aveuglant et, en même temps, le plus signifiant, tient à l'économie régionale, non par dévotion au marxisme mais pour échapper aux habituelles variations politiques, toujours superficielles. Un fait s'impose : le Doubs paye sa désindustrialisation, désastreuse dans son principe et surtout dans sa perspective historique. Car cette désindustrialisation et la disparition des entreprises qu'elle implique portent un coup dur, voire fatal, dans une région de vieille tradition industrielle, aux droites, en tout cas, à celle d'entre elles qui se réclame du libéralisme et qui a toujours entretenu une relation étroite avec les entreprises dont elle se voulait le porte-parole, en termes de politique économique, et surtout le terreau, productif de moyens et de personnel politique. À l'exclusion du Pays de Montbéliard et du groupe PSA dont les effectifs ont fondu, les entreprises manufacturières se sont effondrées, emportant avec elles l'esprit d'entreprise doctriné par Max Weber.

Non seulement cette droite a perdu son ancrage dans l'entreprise ou son expression consulaire, pour lui servir de relais, comme à Grenoble, mais - 11 -

elle donne le sentiment de s'en accommoder en considérant, comme ses adversaires ou réputés tels, que le temps de l'industrie est révolu, que s'il existe, c'est bien pour les voisins, tout juste bons à absorber la main d'œuvre française, employée par des entreprises qui, sans doute, relèvent d'une étrange alchimie et fournissent à la France ses importations de biens manufacturés, soit un déficit, en 2009, de 50 milliards d'€.

Cette résignation des droites, privées de leur support économique et idéologique, renvoie à une pensée économique scélérate par sa décadence.

Pour les responsables économiques locaux, et Dieu sait qu'il n'en manque pas avec l'apoplexie du millefeuille, c'est une nouvelle loi des trois états, confortable s'il en est, qui s'impose. D'abord, il n'est plus question de localisation volontaire d'investissements, comme la V<sup>ème</sup> République ne cessa de s'y employer jusqu'en 1981, cad d'attractivité du territoire pour les investisseurs, rôle élémentaire des responsables locaux issus de la décentralisation. Non, l'avenir est dans les services, non pas aux entreprises, trop rares, mais administratifs et sociaux. La droite locale ne dit rien. Elle en ferait, sans doute, autant. Parce qu'il n'y a plus d'incitation à l'investissement direct, parce que le seul investissement dont on parle, c'est celui des collectivités locales -75% de l'investissement public et on est saturé de l'entendre- alors restent précisément les infrastructures dont la réalisation et la multiplication doivent contribuer à l'investissement, le vrai, celui des entreprises. Mais, là encore, vision dépassée. On multiplie les infrastructures, voire les grands équipements, financés sur crédits publics, mais ce n'est pas pour tenter de localiser les entreprises ; c'est pour répondre à une « exigence de développement ». Le TGV Rhin-Rhône qui va coûter près de 3 milliards d'€, entièrement à la charge du contribuable, en est, là aussi, l'exemple achevé. Ses retombées pour la Haute-Saône, département le plus concerné par son tracé, restent totalement hypothétiques ou plutôt négatives, avec la disparition assurée du réseau ferroviaire haut-saônois ou de ce qu'il en reste.

Mais les grands élus de ce département comme le sénateur Krattinger ont pris les devants pour ne pas être interpellés sur le fiasco économique local de l'opération. Le sénateur, président du Conseil général, grand aménageur, en son temps de conquête du pouvoir local, de la communauté de communes du Rioltais, le pays de Rioz pour ceux qui ne sauraient pas, ne déclare-t-il pas<sup>2</sup> suavement que « personne n'est en mesure d'apporter la moindre garantie quant à la venue d'entreprises nouvelles ».

Avec ce type de précautions oratoires, les responsables locaux qui bataillent contre la réforme des collectivités locales peuvent multiplier les grands équipements, les inaugurer en grande pompe, avec autant de rubans et de paires de ciseaux qu'il y a de bailleurs de fonds, sans jamais courir le risque de répondre de l'utilisation des deniers publics. On l'a deviné : la disparition des entreprises a ses grands prêtres, sa liturgie et son évangile des temps nouveaux. Mais il n'est pas sûr que cette nouvelle religion ne fasse pas des adeptes à droite comme à gauche car c'est bien là, la deuxième cause de déclin, voire d'extinction, comme on disait du paupérisme, des droites du Doubs. Non seulement, il y a la <sup>2</sup>*Cf-Rail & Transport-09/09*

- 12 -

désindustrialisation qui les prive de leur terreau ; non seulement, une nouvelle pensée unique légitime le déclin, mais le front des droites n'est pas uni. Il est même traversé de fractures qui font la litière de leurs adversaires ou réputés tels, comme si une 5<sup>ème</sup> colonne était à l'oeuvre.

## **Zizanies, jalousies, coups bas, trahisons**

Certes, il y a bien le scrutin majoritaire, clé de voûte de l'expression du suffrage sous la V<sup>ème</sup> République, mais c'est le voile de Noë. Si on le soulève, c'est pour observer d'obscures capillarités entre droite et gauche, pour mieux faire échec à la droite. Le bilan de quarante ans de vie politique dans le Doubs est, à cet égard, sans ambiguïté. Edgar Faure qui reçoit en dépôt sacré le siège de Louis Maillot, en 1967,

ne sera jamais dérangé par la gauche. Pacte obscur ou habileté coutumière du « président » qui transforme, non pas le plomb en or, mais ses adversaires en ralliés potentiels? À Besançon, où il ne sera jamais candidat, contrairement à Robert Schwint qui vient du Russey, une liste obscure, réputée de droite, fracture longtemps l'électorat modéré pour mieux interdire son unité au second tour. Le *deus ex machina* de cette manœuvre sans gloire aurait été, dit-on, un commensal de la tête de liste adverse.

Au Conseil général, on voit, il y a des lustres, un postulant *sans étiquette*, sans talent, mais non sans malice, se faire élire, au second tour, par les électeurs de gauche pour mieux battre le candidat officiel de droite.

Mais, trente ans plus tard, dans un canton pourtant chouan, la succession revient à un élu de gauche. Il y a pourtant mieux dans l'inventaire à la Prévert des grands accomplissements de droite. À Montbéliard, aux dernières municipales, le maire sortant qui a repris à la gauche la mairie d'André Boulloche et qui, à ce titre, méritait, à droite, un coup de chapeau, est battu dans un véritable guet-apens tendu par une conjonction perverse du centrisme et de l'extrême-droite. Mais on n'a pas encore tout vu. Aux sénatoriales de 2008, une candidature dissidente de droite que l'on ne qualifiera pas d'envol de l'aigle, fait élire deux sénateurs de gauche sur trois, le troisième ne l'emportant que par défaut, avec six voix de majorité, alors que les trois sénateurs sortants étaient de droite. Mais, comme ce roman à épisodes n'est jamais terminé, à la manière des *Mystères de Paris*, ce troisième sénateur, réputé de droite, se trouve, sans doute, mauvaise conscience et entend bien présenter sa liste aux régionales de mars prochain dont le premier résultat sera d'affaiblir celle du chef de file de la liste de droite.

## **La proportionnelle, vite!**

On mesure que ce panier percé des droites laisse transparaître une terre promise, la bonne vieille proportionnelle où chacun obtient la parcelle de pouvoir que lui confèrent les urnes, à la suite d'obscures tractations de comités. Les droites du Doubs ont-elles franchi le gué qui sépare le vice de la vertu cad la proportionnelle du scrutin majoritaire ? On serait tenté de répondre négativement si l'alternative existait. Mais rien ne le laisse entendre.

Le passé a démontré que, non seulement il pouvait y avoir entente - 13 - sous le manteau, mais qu'une fois acquis les résultats, certains, à droite, s'accommodaient de la cartellisation du département. En clair, toute idée d'alternance, donc de réécriture de cette page en forme de palmarès de gauche, est inconcevable, sauf perfusion de sang nouveau dont on ne perçoit ni la proximité ni la faisabilité, et que la V<sup>ème</sup> République, dans ses très riches heures, n'a jamais tenté. Il reste donc le terreau local, sevré d'entreprises dont ce pourrait être le rôle de suppléance. Mais ces entreprises, de dimension significative, en tout cas, n'existent plus.